Région autonome Vallée d'Aoste Assessorat des biens culturels, du tourisme, des sports et du commerce Structure Activités culturelles

DÉCLARATION TENANT LIEU D'ACTE DE NOTORIÉTÉ

(aux termes des articles 38 et 47 du D.P.R. n° 445/2000)

| et résident/ C.F. | |
|--|--|
| averti/e: | |
| déclarations mensongères, de production contenant des données ne correspondant p décembre 2000); - de la déchéance des aides éventuellement | et par les lois spéciales en la matière en cas de ou d'usage de faux et de présentation d'actes plus à la vérité (art. 76 du D.P.R. n° 445 du 28 accordées par un acte adopté sur la base d'une ôle effectué par l'Administration constate que le les 71 et 75 du D.P.R. n° 445/2000); |
| | |
| Déclare : | natorzième alinéa de l'art. 53 du décret législatif |
| n° 165/2001 et aux termes de l'art. 15 du de | |
| n° 165/2001 et aux termes de l'art. 15 du de n'exercer aucune fonction et n'être titulai privé réglementés ou financés par l'Admini exercer les fonctions suivantes ou être ti privé réglementés ou financés par l'Adprofessionnelles indiquées ci-après : | écret législatif n° 33/2013; re d'aucune charge au sein d'organismes de droit stration publique; tulaire de charges au sein d'organismes de droit ministration publique ou exercer les activités |
| n° 165/2001 et aux termes de l'art. 15 du de n'exercer aucune fonction et n'être titulai privé réglementés ou financés par l'Admini exercer les fonctions suivantes ou être ti privé réglementés ou financés par l'Adprofessionnelles indiquées ci-après : Charges/Fonctions/Activités professionnelles | ceret législatif n° 33/2013; re d'aucune charge au sein d'organismes de droit stration publique; tulaire de charges au sein d'organismes de droit ministration publique ou exercer les activités Organisme/Société |
| n° 165/2001 et aux termes de l'art. 15 du de n'exercer aucune fonction et n'être titulai privé réglementés ou financés par l'Admini exercer les fonctions suivantes ou être ti privé réglementés ou financés par l'Adprofessionnelles indiquées ci-après : | écret législatif n° 33/2013; re d'aucune charge au sein d'organismes de droit stration publique; tulaire de charges au sein d'organismes de droit ministration publique ou exercer les activités |
| n° 165/2001 et aux termes de l'art. 15 du de n'exercer aucune fonction et n'être titulai privé réglementés ou financés par l'Admini exercer les fonctions suivantes ou être ti privé réglementés ou financés par l'Adprofessionnelles indiquées ci-après : Charges/Fonctions/Activités professionnelles | ceret législatif n° 33/2013; re d'aucune charge au sein d'organismes de droit stration publique; tulaire de charges au sein d'organismes de droit ministration publique ou exercer les activités Organisme/Société |

TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES aux termes de l'art. 13 du GDPR Reg. (UE) n° 2016/679

Avant que vous nous fournissiez vos données personnelles, au sens du Règlement européen sur la protection des données personnelles n° 2016/679, du décret législatif n° 196 du 30 juin 2003 et du décret législatif n° 101 du 10 août 2018 — visant à protéger les droits et les libertés fondamentales des personnes physiques et, notamment, le droit à la protection des données personnelles — vous devez avoir pris connaissance d'une série d'informations pouvant vous aider à comprendre les raisons du traitement de vos données, quels sont vos droits et comment vous pouvez les faire valoir.

Par rapport au traitement de vos données personnelles on vous informe que :.

Finalités du traitement des données personnelles

Vos données personnelles contenues dans la requête et dans la documentation annexée seront traitées pour l'évaluation comparaire prévue par la loi régionale n°18 de 1998, en vue de l'attribution d'une charge professionnelle.

L'éventuel refus de transmettre les données demandées ne permettra pas l'examen de la requête qui sera par conséquent archivée.

Modalités de traitement des données

Le traitement est effectué à l'aide de moyens électroniques ou automatisés et transmis par des réseaux télématiques. Les données sont traitées également sur support papier. Le titulaire du traitement adopte les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir un niveau de sécurité adéquat en fonction du type de données traitées.

Titulaire du traitement

Le titulaire du traitement des données personnelles est la Région autonome Vallée d'Aoste, en la personne de son Président *pro tempore*; le responsable du traitement des données est le dirigeant *pro tempore* de la structure Activités culturelles de la Région autonome Vallée d'Aoste.

Responsable de la protection des données (RPD)

Adresses du responsable de la protection des données (RPD): <u>privacy@pec.regione.vda.it</u>; ou bien <u>privacy@regione.vda.it</u>.

Communication et diffusion des données personnelles

Vos données personnelles pourront être transmises aux sujets suivants :

Personnes privées aux termes de l'accès aux documents (article 22 et suivants de la loi n° 241/1990) ou du droit d'accès des citoyens (art. 5 du décret législatif n° 33/2013), dans les limites et suivant les modalités prévues par la loi;

Personnes publiques, en application de leurs fonctions prévues par la loi (par ex. en application du principe de la loyale collaboration institutionnelle, aux termes du cinquième alinéa de l'art. 22 de la loi n° 241/1990);

Autres Directions/Secteurs de la Région autonome Vallée d'Aoste dans le cadre des procédures prévues par la loi ou de l'exercice des activités institutionnelles de leur ressort.

Les destinataires de vos données personnelles ont été informés des modalités de traitement de vos données et garantissent le même niveau de sécurité que le titulaire du traitement.

Période de conservation des données

Vos données sont conservées pendant 10 ans à compter de la clôture de la procédure administrative y afférente.

Droits de l'intéressé

Vous pouvez à tout moment faire valoir les droits visés aux articles 15 et suivants du Règlement. Vous avez notamment le droit de demander la rectification ou l'effacement de vos données personnelles, ainsi que la limitation du traitement; ou celui de vous opposer au traitement desdites données, en présentant une demande au RPD de la Région autonome Vallée d'Aoste, aux adresses susmentionnées.

Toute personnes considérant que le traitement des données personnelles a été effectué en violation des dispositions du Règlement (UE) n° 2016/679 a le droit d'envoyer une réclamation au Garant pour la protection des données personnelles, aux termes de l'art. 77 du Règlement, à l'adresse indiquée sur le site : www.garanteprivacy.it.

Fait à Allan le 15/6/17 Signature